

## **Despotisme renouvelé et capitalisme éclairé**

Michel Brunet

Volume 9, numéro 2, spring 1980

URI : [https://id.erudit.org/iderudit/acad9\\_2rv03](https://id.erudit.org/iderudit/acad9_2rv03)

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

The Department of History of the University of New Brunswick

### ISSN

0044-5851 (imprimé)

1712-7432 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce document

Brunet, M. (1980). Despotisme renouvelé et capitalisme éclairé. *Acadiensis*, 9(2), 108–112.

the rationale used by Flavelle and others to defend certain business practices, but the evidence which Bliss has assembled seems to confirm that Flavelle was one of the more scrupulous businessmen of the period. Yet Flavelle's life, by itself, cannot redeem the image of the business leader of the period. It cannot because Flavelle was not a representative businessman. He was, as Bliss notes, archetypal. To generalize his business experience to the business community at large would be comparable to attempting a study of rural Ontario election practices through examination of the electoral activities of the local Methodist preacher.

What *Flavelle* does do is to reveal the late nineteenth-century entrepreneur as a whole person, not simply as part of a shadowy force exerting influence or spinning out its capitalist web. This man is part of the community in which he functions and the complex interaction of social and religious traditions and values with ambition, opportunities, and the spirit of capitalism makes this a fascinating study and a superb biography. Through examination of Flavelle's role in the William Davis Company, the University of Toronto, the Toronto General Hospital, and the Imperial Munitions Board, this book offers valuable insights into the history of each of these institutions and from them into the nature of the culture of southern Ontario in the early twentieth century.

T.W. ACHESON

### Despotisme renouvelé et capitalisme éclairé

Le titre de ce compte rendu critique révèle l'impression générale que m'a laissée la lecture de deux livres importants consacrés à l'histoire du Canada entre 1930 et 1960. Années particulièrement chargées! Crise économique, deuxième grande guerre, industrialisation et urbanisation accélérées, reconstruction d'après-guerre, arrivée de milliers d'immigrants, entrée du Canada dans le club des six grands pays industrialisés du monde dit libre. Trop de citoyens canadiens ignorent l'importance du chemin parcouru en une seule génération!

Quelle carrière fascinante que celle de C.D. Howe (1886-1961) que nous relatent Robert Bothwell et William Kilbourne, *C.D. Howe: A Biography* (Toronto, McClelland and Stewart, 1979)! Né dans une famille modeste de la Nouvelle-Angleterre — son père était charpentier et petit entrepreneur-constructeur de Waltham, Mass. —, il réussit à se faufiler jusqu'au prestigieux Massachusetts Institute of Technology. Reçu ingénieur en 1907, il n'a pu obtenir aucun emploi même s'il est un premier de classe. Les Etats-Unis traversent alors une récession et le jeune Howe n'a pas les relations d'affaires et de famille dont bénéficient plusieurs de ses confrères. L'un de ses professeurs, George F. Swain, qui l'apprécie beaucoup, l'a engagé comme auxiliaire d'enseignement. Soudain un poste plus intéressant s'offre à lui. Dalhousie University a demandé à son

protecteur de lui recruter un professeur de génie civil. A l'automne de 1908, le jeune ingénieur du M.I.T. commençait son itinéraire canadien. Il enseigna cinq ans à Halifax où il reçut un accueil chaleureux dans le milieu universitaire et chez les élites locales. Un Howe n'a-t-il pas droit de cité en Nouvelle-Ecosse? Toute sa vie, C.D. Howe conserva un excellent souvenir de son séjour à Halifax. Celui-ci l'a profondément marqué et a tissé les premiers liens indéfectibles qui le lieront au Canada. A la fin de sa vie, il sera honoré et heureux de devenir le premier chancelier de Dalhousie University.

En quittant Halifax, Howe devient ingénieur-fonctionnaire pour la Commission des céréales, récemment créée, que présidait l'un de ses anciens collègues et amis de Dalhousie. Convaincu qu'il s'établira définitivement au Canada, il demande à devenir sujet britannique (1913). La loi de la citoyenneté canadienne ne sera adoptée que trente-trois ans plus tard! L'ancien immigrant américain faisait partie du gouvernement libéral qui la proposa. En deux ans, Howe retira de son nouveau poste tous les avantages qu'il en attendait: nouvelles relations, initiation à une autre région du pays, acquisition d'un nouveau bagage de connaissances professionnelles. Il se juge prêt à se lancer en affaires et la société d'ingénieurs C.D. Howe and Company s'installe à Port Arthur en 1915. Il a su s'entourer de collaborateurs compétents et loyaux auxquels il confie l'exécution des contrats qu'il se charge de négocier et d'obtenir. En quelques années, son entreprise, spécialisée surtout dans la construction d'entrepôts et d'élévateurs, se mérite une réputation continentale auprès des compagnies et coopératives engagées dans le commerce des céréales. Sa contribution importante au développement de la région de Port Arthur lui donne une grande autorité auprès de ses concitoyens qui reconnaissent en lui un leader. Son prestige moral n'est nullement diminué par le fait qu'en 1934 sa fortune personnelle est évaluée à un demi-million.

A 49 ans, cédant aux pressions de ses amis libéraux, C.D. Howe accepte l'invitation de Mackenzie King et entre en politique. Il y occupera l'avant-scène pendant 22 ans. Successivement ministre de la marine et des chemins de fer, des transports, des munitions de guerre et des approvisionnements, de la reconstruction, de l'industrie et du commerce, de la production de défense — à certains moments, il cumula deux ou trois ministères —, il n'est pas exagéré de soutenir que Howe a complété la politique nationale de ses prédécesseurs. Tirant parti de la situation d'urgence créée par la crise économique, la deuxième grande guerre, la guerre froide et la guerre de Corée, il a dirigé d'une main de fer la mise en place de la nouvelle infrastructure économique du Canada et favorisé l'accès aux postes de commande d'une autre génération de gestionnaires. Ceux-ci ont oeuvré également dans les cadres des entreprises publiques et privées. Qu'il suffise d'énumérer les principales institutions fédérales auxquelles le tout-puissant ministre a donné naissance ou qu'il a réorganisées: Radio-Canada, Air-Canada, Chemins de fer nationaux, Canadian Arsenal Limited, Polymer, Eldorado, Atomic Energy of Canada. Tout en multipliant les

compagnies de la Couronne qu'il jugeait nécessaires au bon fonctionnement de l'économie canadienne appelée à relever les défis d'une époque particulièrement troublée, Howe savait entretenir d'excellentes relations avec les milieux d'affaires. Ceux-ci, font remarquer les auteurs, découvrent, durant la guerre, une nouvelle dimension au gouvernement fédéral. Ils le perçoivent dorénavant comme un allié, un partenaire.

En l'accusant d'être "le tzar de l'économie canadienne", les adversaires politiques du ministre omnipotent et omniprésent ne se trompaient pas. "Howe was, in short, the leader of a national business community as well as a party leader and a minister of the crown" (p. 262). Il est au centre même du développement économique du pays. Par exemple, durant la guerre de Corée, son ministère donne des commandes de quelque \$10,000,000 par semaine. C'est C.D. Howe qui fixe les subventions versées aux entreprises ou qui prévoit les ristournes d'impôt dont elle bénéficieront à titre de dépréciation. Sa position privilégiée lui permet d'avoir un réseau complet d'information. Les entrepreneurs eux-mêmes le mettent au courant de leurs projets. Lui-même les aide à les réaliser. Son influence ne lui vient pas seulement du pouvoir qu'il exerce comme ministre mais de la banque de données dont il est le seul à disposer. Il était un ordinateur à l'époque où ceux-ci n'existaient pas encore. Grâce à la guerre et aux conditions d'urgence qui prévalaient, Howe s'est annexé le réseau d'information des milieux d'affaires traditionnels durement ébranlés par la crise. Ils étaient livrés impuissants à l'ambition démesurée d'un homme assoiffé de pouvoir. Il en est ivre. Les auteurs ont bien décrit ce fait. Howe appartient à la famille des despotes éclairés. Tous les grands chefs politiques qui ont influencé l'évolution historique de leurs contemporains en sont membres.

C.D. Howe croyait-il en l'indépendance du Canada? Au contraire, était-il un continentaliste aveugle? Il est très difficile de répondre à ces questions après avoir lu ce livre. Les auteurs, se limitant à une approche descriptive de la carrière de leur héros, n'osent pas donner leur propre conclusion. Il est vrai que le dossier demeure ambivalent. A certains moments, Howe réagit et se conduit en nationaliste. Il s'est battu avec les autorités américaines pour obtenir une part du marché du transport aérien continental au bénéfice d'Air-Canada. Il surveille les nominations à la direction des filiales américaines établies au Canada. Il souhaite l'auto-suffisance dans le domaine de l'acier. En plusieurs circonstances, il perçoit les mauvaises conséquences d'une économie de succursales. Par contre, à certains moments, l'existence d'une frontière entre le Canada et les Etats-Unis semble l'importuner. A l'heure du rapport Paley (1952), qui a rappelé aux Américains que leurs ressources naturelles ne sont pas inépuisables et qu'ils doivent se chercher des sources d'approvisionnement à l'étranger, il présente le Canada comme un entrepôt de matières premières à la disposition de ceux qui veulent les acheter. Chaque fois que des critiques dénoncent l'invasion massive des capitaux et des entrepreneurs américains, le ministre se sent personnellement visé. La création de la Commission Gordon, chargée

d'enquêter sur l'économie canadienne, et son rapport préliminaire soulevèrent son indignation. En fait, Howe voulait assurer, comme il le déclarait aux Communes en 1949 "a greater degree of economic welfare and economic security for the average individual" (p. 237). Comme tous les autres politiciens du pays, il savait très bien que les électeurs canadiens de la décennie de 1945-1955 n'avaient nullement l'intention de s'imposer quelque sacrifice que ce soit pour se doter d'une économie vraiment nationale. Ils ne l'ont pas davantage aujourd'hui. Cependant le moins que l'on puisse dire c'est que C.D. Howe a rarement saisi la dimension politique de la plupart de ses décisions économiques. Sa formation d'ingénieur où le rendement et l'efficacité ont priorité et ses origines américaines en faisaient une proie facile du mirage continentaliste. Plutôt que de s'interroger sur l'orientation générale du pays et de son économie, n'était-il pas plus agréable de se laisser porter par la vague de prospérité de l'après-guerre dans le sillage du Plan Marshall et de la guerre de Corée? Reconnaissons que C.D. Howe ne fut pas le seul à réagir ainsi. Homme d'action, grand réalisateur, seuls les résultats acquis l'intéressaient. Pensons à son attitude entêtée lors du célèbre et fatal débat au sujet du pipe-line que les auteurs nous font revivre. Son pragmatisme le rendait méfiant à l'égard de toute démarche spéculative.

S'appuyant sur une vaste documentation bien utilisée, ce livre nous renseigne énormément sur les milieux politiques et économiques canadiens de la période 1935-1955. Une fois de plus, le lecteur se rend compte combien ces milieux se limitent à un petit nombre de personnes étroitement associées. Même si le Canada est un pays continental, ses centres de décisions sont peu nombreux et son *Establishment* de cette époque ressemble à celui d'un gros village. Les études antérieures de J.A. Porter, Peter C. Newman, Wallace Clement et plusieurs autres, consacrées aux élites politiques et économiques canadiennes, nous ont montré jusqu'à quel point le sort de millions de Canadiens dépend des décisions de quelques privilégiés. La plupart d'entre eux n'ont même pas à solliciter les suffrages des électeurs. Depuis Louis XIV jusqu'à Pierre Ier, le Canada vit en régime de despotisme. N'en est-il pas ainsi d'ailleurs pour toutes les sociétés? Le pouvoir n'appartient-il pas toujours à une minorité? C'est ce que l'étude de l'histoire m'a principalement appris. La seule différence, entre les diverses sociétés, réside dans les moyens qu'utilise l'*Establishment* pour obtenir le pouvoir et le conserver.

Au Canada, ceux qui détiennent le pouvoir ont toujours su — c'est la situation qui prévaut dans les pays où fonctionnent librement les institutions démocratiques — s'adapter aux changements de la conjoncture. R.B. Bennett proposa un *New Deal*. Les libéraux qui l'avaient dénoncé s'en inspirèrent une fois revenus au pouvoir. L'étude d'Alvin Finkel, *Business and Social Reform in the Thirties* (Toronto, James Lorimer and Company, 1979), tout comme la biographie de C.D. Howe, nous révèle une classe d'entrepreneurs capitalistes inspirés par un instinct de conservation très prononcé. Incapables de corriger eux-mêmes les abus les plus criants et les injustices les plus flagrantes du système

capitaliste que la crise menaçait directement, les barons de l'économie comprirent que l'Etat devait intervenir. D'ailleurs, il ne faut jamais oublier qu'au Canada un climat de collaboration intime a toujours prévalu entre les entrepreneurs et l'Etat depuis la colonisation française jusqu'à la création du ministère de l'expansion économique régionale. Le culte de la *free enterprise* n'a jamais atteint en ce pays les accents hystérique qu'on lui connaît aux Etats-Unis. Le *positive State* fait partie de la tradition canadienne. Howe lui-même n'a fait que continuer, avec les moyens plus perfectionnés de son époque, dans la voie tracée antérieurement.

Le livre de Finkel a cependant les faiblesses des travaux dont les auteurs se jugent chargés d'une mission et prétendent jeter une lumière entièrement nouvelle sur le passé. Il semble partir de l'hypothèse que nous ne connaissions rien auparavant sur les modes d'opérer des classes dirigeantes au cours des générations précédentes. La riche bibliographie qu'il donne et qu'il commente avec un esprit ouvert démontre le contraire. De plus, il ne cesse de répéter que les maîtres du capital ne cherchaient qu'à porter au maximum leurs profits et se désintéressaient totalement du bien-être de la population. Il sous-évalue leur intelligence. En acceptant les nouvelles législations sociales, ils savent qu'il leur sera plus facile d'amener l'Etat à les aider dans leurs propres entreprises car les électeurs se laisseront plus facilement convaincre que c'est pour le bien général. Ils n'ont nullement l'intention de partager leur pouvoir. C'est entendu. Egoïstes, ils demeurent. Mais ils pratiquent un égoïsme éclairé. Le krach de 1929 et la crise économique leur ont fait saisir que leur propre prospérité est inséparable du maintien d'un pouvoir d'achat mieux distribué. C'est pourquoi ils approuvent les commissions de mise en marché, les pensions de vieillesse, les allocations sociales, l'assurance-chômage. L'Etat-Providence introduit un despotisme renouvelé qui est le fruit d'un capitalisme éclairé.

N'est-ce pas le propre des sociétés ayant atteint un certain niveau de maturité de se transformer graduellement pour répondre au nouvel équilibre des forces sociales en présence? On a déjà dit qu'en démocratie, on avait décidé de compter les têtes plutôt que de les couper. En démocratie sociale, lorsqu'il faut apporter des corrections à un partage trop inégal des biens, on fait appel à l'évolution plutôt qu'à la révolution. Cette approche pragmatique ne donnera jamais satisfaction à ceux qui s'imaginent que les hommes se bâtiront un jour ou un Grand Soir une société parfaite. Néanmoins, les oeuvres comme celle d'Alvin Finkel nous éclairent sur le fonctionnement réel de notre société et nous fournissent des raisons supplémentaires de travailler à sa réforme. Son livre, qu'enrichissent une bibliographie critique et des notes abondantes, sera consulté avec profit pas tous ceux qui s'intéressent à cette période de l'histoire du Canada et aux problèmes que l'auteur analyse.